MTL. - 1 - L.4693/2.

Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 25 mars 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant les statuts de l'Académie royale des sciences coloniales", a donné le 5 avril 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e Maart 1955 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de statuten van de Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen", heeft de 5e April 1955 het volgend advies gegeven :

D'après son intitulé, le projet a pour objet une mise à jour des statuts de l'Académie royale des sciences coloniales qui sont actuellement fixés par l'arrêté royal du 4 septembre 1928. Mais on constate à la lecture des articles 6, 7, alinéa 2 in fine, 8 et 14 qu'il touche aussi à la composition et au fonctionnement de la commission administrative chargée de gérer le patrimoine de l'Académie que l'arrêté royal du 31 octobre 1931 a, en vertu de la loi du 27 juin 1930, dotée de la personnalité juridique. Ces dispositions devraient faire l'objet d'un arrêté distinct et être insérées dans l'arrêté royal du 31 octobre 1931 que la matière concerne.

Compte tenu de cette observation, le projet trouve son fondement légal dans l'article 29 de la Constitution.

Les références à la loi du 27 juin 1930 ainsi qu'à l'arrêté royal du 31 octobre 1931 ne concernent que les dispositions relatives à la commission administrative et peuvent être omises.

La référence à l'arrêté royal du 4 septembre 1928, dont le projet prévoit l'abrogation, gagnerait à faire l'objet d'un considérant précisant qu'il importe de reviser les statuts de l'Académie. De cette manière la référence à l'arrêté ainsi qu'aux arrêtés qui l'ont modifié pourrait être omise du texte de l'article 1er.

\+

\+ \+

.../...

La mission de l'Académie serait mieux définie si sous un même article étaient groupés les différents objets dont, aux termes des articles 1er et 13, alinéa 1er, il lui appartient de connaître.

L'article 1er devrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'Académie royale des sciences coloniales a pour mission d'entreprendre l'étude des sciences coloniales, de favoriser le développement de celles-ci et leur propagation dans l'enseignement supérieur, et d'assurer la liaison entre les différents organismes s'occupant d'études coloniales.

Elle donne son avis sur les projets et sur les questions que le Ministre des Colonies lui soumet.

Le siège de l'Académie est établi à Bruxelles".

\+

\+ \+

Le terme "étudie" employé aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 2 pouvant être interprété comme une restriction à la mission dévolue à chaque classe, il serait préférable de le remplacer par l'expression : "s'occupe spécialement des questions de ... ".

.../...

Si, à l'article 2, alinéa 3, les mots "matériel colonial" rendent fidèlement l'intention du Gouvernement, ils seraient plus adéquatement rendus dans la version néerlandaise par "koloniaal materieel".

+

\+ +

A l'article 3, dernier alinéa, version néerlandaise, l'expression "vergaderingen met gesloten deuren" serait avantageusement remplacée par "besloten vergaderingen".

Il en est de même de l'article 4, alinéa 3, où cette même expression est employée.

+

\+ +

L'article 5, alinéa 2, gagnerait à être rédigé comme suit : "Le directeur sortant n'est pas rééligible. Il peut être réélu ultérieurement".

+

\+ +

.../...

Compte tenu de l'observation préliminaire, l'article 6 deviendrait un article 2 bis de l'arrêté royal du 31 octobre 1931. La partie liminaire du premier alinéa serait mieux rédigée comme suit : "La commission administrative est composée de six membres titulaires de l'Académie ...".

Quant au second alinéa, cette disposition se conçoit difficilement en tant qu'elle accorde au Ministre voix délibérative lors de sa participation aux travaux de la commission qu'il aura ultérieurement à approuver.

La deuxième phrase de l'article 3, alinéa 2, des anciens statuts serait à reprendre.

\+

\+ \+

L'arrêté royal du 31 octobre 1931 a confié la représentation du patrimoine de l'Académie à la commission administrative.

Pour éviter toute contradiction avec cet arrêté royal, il y aurait lieu à l'article 7, alinéa 2, de préciser le droit de représentation du président.

Si le projet entend uniquement conférer au président le droit de représenter l'Académie dans les cérémonies publiques, la première phrase de ~~se~~

.../...

second alinéa devrait être rédigée comme suit : "Le président représente l'Académie dans les cérémonies ".

Comme il a été dit dans la remarque préliminaire, la seconde phrase du second alinéa de ce même article 7 devrait être insérée dans l'arrêté royal du 31 octobre 1931.

+

\+ +

La signification réelle de l'article 8, alinéa 2, n'a pu être déterminée. Il conviendrait dès lors soit de préciser la disposition , soit de l'omettre à défaut de portée réelle.

+

\+ +

Contrairement à ce que semble indiquer l'article 10, alinéa 1er, le règlement d'ordre intérieur n'admet aucun motif légitime d'absence.

Le règlement d'ordre intérieur devrait dès lors être complété.

+

\+ +

A l'article 12, troisième alinéa de la version néerlandaise, les mots "geen deelnemen" devraient être remplacés par "niet deelnemen".

\+

\+ +

Quant à la version néerlandaise de l'article 13, dans le premier alinéa qui, comme il a été dit plus haut, devrait être inséré dans l'article 1er du projet, le mot "vraagstukken" devrait être remplacé par "vraagpunten".

Le mot "materieel" qui figure au 3ème alinéa de ce même article 13, version néerlandaise, serait à remplacer par "materiaal".

\+

\+ +

La compétence de la commission administrative étant uniquement d'ordre financier, les pouvoirs lui accordés par l'article 15 ne peuvent se justifier.

Il appartient à toute assemblée délibérante d'arrêter elle-même son règlement d'ordre intérieur.

D'autre part, l'Académie pourrait en outre être chargée d'arrêter le règlement de ses publications et concours.

.../...

Compte tenu de l'observation préliminaire, il y aurait lieu d'omettre ce qui a trait à la commission administrative.

Cet article pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 15.- L'Académie arrête son règlement d'ordre intérieur et la réglementation de ses publications et concours, et les soumet à l'approbation du Ministre des Colonies".

\+

\+ \+

Pour éviter toute discussion en matière de remboursement du prix du voyage, l'expression "le territoire de la Belgique" employée à l'article 16, alinéa 2,devrait être remplacée par "le territoire métropolitain".

Volgens het opschrift strekt het ontwerp er toe, de statuten van de Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen, die thans bij koninklijk besluit van 4 September 1928 zijn vastgesteld, bij te werken. Bij de lezing van de artikelen 6, 7, tweede lid in fine, 8 en 14, stelt men echter vast, dat het ook verandering brengt in de samenstelling en de werkwijze van de bestuurscommissie die belast is met het beheer van het vermogen van de Academie, en waaraan het koninklijk besluit van 31 October 1931, krachtens de wet van 27 Juni 1930, de rechtspersoonlijkheid heeft verleend. Deze bepalingen zouden in een afzonderlijk besluit moeten worden ondergebracht, namelijk in het koninklijk besluit van 31 October 1931 dat op deze stof betrekking heeft.

Rekening houdend met deze opmerking, moet erop worden gewezen dat het ontwerp zijn rechtsgrond vindt in artikel 29 van de Grondwet.

De verwijzingen naar de wet van 27 Juni 1930 en naar het koninklijk besluit van 31 October 1931 gelden alleen voor de bepalingen betreffende de bestuurscommissie en kunnen achterwege blijven.

De verwijzing naar het koninklijk besluit van 4 September 1928, dat door het ontwerp wordt opgeheven, zou beter op haar plaats zijn in een considerans zeggende dat de statuten van de Academie dienen te worden herzien. Zo zou dan in de tekst van artikel 1 de verwijzing naar het besluit en naar de besluiten die het hebben gewijzigd kunnen wegvallen.

\+

\+ \+

Voor een betere omschrijving van de opdracht van de Academie ware het raadzaam, de verschillende punten waarvan zij luidens de artikelen 1 en 13, eerste lid, kennis dient te nemen, in één zelfde artikel samen te brengen.

Artikel 1 ware dan als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

De Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen heeft als opdracht de studie van de koloniale wetenschappen ter hand te nemen, de ontwikkeling ervan en de verbreiding ervan in het hoger onderwijs te bevorderen en te zorgen voor de verbinding tussen de verschillende instellingen die zich met koloniale studiën bezig houden.

Zij adviseert over de ontwerpen en vraagpunten die de Minister van Koloniën haar voorlegt.

De zetel van de Academie is te Brussel gevestigd".

\+

\+ \+

De in het tweede, derde en vierde lid van artikel 2 gebruikte term "bestudeert", die als een beperking van de aan elke klasse toegewezen opdracht zou kunnen worden uitgelegd, vervange men liever door de uitdrukking "houdt zich meer in het bijzonder bezig met de vraagstukken van ...".

.../...

Zo de in artikel 2, derde lid, Franse versie, voorkomende woorden "matériel colonial" de bedoeling van de Regering juist weergeven, ware "koloniaal materieel" een beter equivalent.

\+

\+ +

In artikel 3, laatste lid, ware "vergaderingen met gesloten deuren" te vervangen door "besloten vergadering".

Hetzelfde geldt voor artikel 4, derde lid, waar dezelfde uitdrukking wordt gebruikt.

\+

\+ +

Een betere lezing voor artikel 5, tweede lid, ware : "De uittredende voorzitter is niet herkiesbaar. Hij kan later worden herkozen".

\+

\+ +

Rekening houdend met de eerste opmerking van dit advies, zou artikel 6 een artikel 2 bis in het koninklijk besluit van 31 October 1931 worden. Een betere lezing voor de aanhef van het eerste lid ware: "De bestuurscommissie is samengesteld uit zes titelvoerende leden van de Academie...".

Wat het tweede lid betreft, is het niet goed denkbaar dat de Minister medebeslissende stem krijgt wanneer hij deelneemt aan de werkzaamheden van de commissie, die hij naderhand zal moeten goedkeuren.

Hier zou de tweede volzin van artikel 3, tweede lid, van de vroegere statuten moeten worden overgenomen.

\+

\+ \+

Het koninklijk besluit van 31 October 1931 heeft de bestuurscommissie gelast het vermogen van de Academie te vertegenwoordigen.

Opdat er geen tegenstrijdigheid met dit koninklijk besluit mogelijk zou zijn, ware het goed in artikel 7, tweede lid, het recht van vertegenwoordiging van de voorzitter nader te omschrijven.

Is de bedoeling, alleen de voorzitter het recht te geven om de Academie op openbare plechtigheden te vertegenwoordigen, dan ware de eerste volzin van dit tweede lid als volgt te stellen : "De voorzitter vertegenwoordigt de Academie op plechtigheden".

Zoals ook in de eerste opmerking van dit advies is gezegd, ware de tweede volzin van het tweede lid van dit artikel 7 in te voegen in het koninklijk besluit van 31 October 1931.

Wat het tweede lid van artikel 8 juist betekent, kan niet worden achterhaald. Deze bepaling zou dus ofwel nader moeten worden omschreven, ofwel achterwege blijven omdat zij geen eigenlijke betekenis heeft.

+

\+ +

In strijd met wat artikel 10, eerste lid, schijnt aan te geven, duldt het huishoudelijk reglement geen enkele wettige reden van afwezigheid.

Het huishoudelijk reglement ware derhalve aan te vullen.

+

\+ +

In artikel 12, derde lid, vervange men de woorden "geen deelnemen" door "niet deelnemen".

+

\+ +

In het eerste lid van artikel 13 dat, zoals hiervoren werd gezegd, in artikel 1 van het ontwerp zou moeten worden ingevoegd, vervange men het woord "vraagstukken" door "vraagpunten".

In het derde lid van hetzelfde artikel 13, ware het woord "materieel" door "materiaal" te vervangen.

\+

\+ \+

Daar de bevoegdheid van de bestuurscommissie van zuiver financiële aard is, zijn de haar bij artikel 15 toegekende bevoegdheden niet te verantwoorden.

Het is de taak van elke beraadslagende vergadering, zelf haar huishoudelijk reglement op te maken.

Voorts zou de Academie ook kunnen worden belast met het opmaken van het reglement van haar publicaties en prijskampen.

Met inachtneming van de eerste opmerking van dit advies dient alles wat de bestuurscommissie betreft, te worden geschrapt.

Dit artikel kon derhalve als volgt worden gelezen :

"<u>Artikel 15.-</u>

De Academie stelt haar huishoudelijk reglement en het reglement van haar publicaties en prijskampen op en legt deze aan de Minister van Koloniën ter goedkeuring voor".

\+

\+ \+

Opdat er geen betwisting over de terugbetaling van reiskosten mogelijk zou zijn, ware de in artikel 16 gebruikte uitdrukking "op het grondgebied van België" te vervangen door "op het grondgebied van het moederland".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président,
de Heren :	raadsheer van State,		voorzitter,
J.COYETTE,	conseillers d'Etat,		
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,		
A.BERNARD,	assesseurs de la section de législation,		
G.VAN HECKE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,		
G.PIQUET,	greffier adjoint,		greffier.
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.